

Entrevue avec Roger Bernard

Une langue de plus, une culture de moins

Paul-François Sylvestre

Number 59, November 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/42397ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Sylvestre, P.-F. (1990). Entrevue avec Roger Bernard : une langue de plus, une culture de moins. *Liaison*, (59), 41–43.

Entrevue avec Roger Bernard

Une langue de plus, une culture de moins

propos recueillis par
Paul-François Sylvestre

Le sociologue Roger Bernard vient de publier, pour le compte de la Fédération des jeunes Canadiens français, le premier et le deuxième d'une série de quatre livres sur l'avenir de la langue et de la culture françaises au Canada. Son premier ouvrage s'intitule **Le déclin d'une culture**; il s'agit d'une recherche, d'une analyse et d'une bibliographie sur la francophonie hors Québec des dix dernières années. Le deuxième a pour titre **Le choc des nombres**; il s'agit d'un dossier statistique sur la francophonie canadienne de 1951 à 1986. L'auteur a accepté de répondre aux questions de LIAISON.

À la lumière de vos propres recherches et de l'analyse des travaux menés par d'autres chercheurs, peut-on conclure que les jeunes hors Québec sont coupés d'un vécu et d'une identité propres à la culture française?

Très peu de chercheurs ont abordé, dans les années soixante, le thème du déclin de la culture. Plusieurs se rendent compte, cependant, du phénomène de bilinguisation de la culture des francophones hors Québec. À un point tel qu'il est de plus en plus difficile d'observer de façon claire et nette, chez les jeunes en milieu minoritaire, un vécu culturel strictement francophone. Assez souvent, ce sont des jeunes qui vont parler un français appris à l'école, mais cet usage de la langue est limité à deux types

de relation : parents/enfants et enseignants/élèves. Le français est donc restreint à une sphère privée peu étendue. Les jeunes vivent en anglais dans les autres sphères : sports, loisirs, médias, lectures, amis. Ils vivent et évoluent dans un univers bilingue. Ce bilinguisme devient même une vertu, un trait de caractère. Les Québécois ont de la difficulté avec une telle notion de bilinguisme car, pour eux, être bilingue signifie pouvoir parler anglais de façon fonctionnelle seulement. Pour le jeune francophone minoritaire, ça va beaucoup plus loin : ça fait partie de sa personnalité.

Les politiques canadiennes de bilinguisme ont-elles alors fait fausse route? Ont-elles conduit à une perte d'identité culturelle chez les jeunes?

Non. Les politiques fédérales de bilinguisme ont été mises en place pour offrir des services. L'État fédéral est devenu bilingue, mais le pays ne l'est pas pour autant. Il faut reconnaître que les politiques de bilinguisme sont surtout centrées sur la langue, sur la promotion et le maintien de la langue. Mais ce n'est pas assez. Les francophones ont besoin d'un réseau complet d'institutions. La possibilité d'acheter un timbre en français ou d'entendre du français à Air Canada ne suffit pas. Il faut avoir accès à toute une gamme de services, d'institutions, au niveau de l'éducation, de la culture et des loisirs. Il est clair que les politiques canadiennes de bilin-

guisme ne suffisent pas à maintenir une vie française.

Ces politiques ont cependant eu un effet assez particulier chez les francophones hors Québec...

Il n'y a pas de doute que, au lendemain des années soixante, le bilinguisme est devenu une valeur. Pierre Elliot Trudeau est celui qui a le mieux incarné l'idéal de





Les loisirs, les médias, les amis, autant de sphères anglaises pour un jeune francophone hors Québec.

bilinguisme. Et le francophone hors Québec en est venu à se distinguer du Québécois et de l'Anglo-Canadien en affirmant : « Moi, je suis bilingue ». Comme la vie courante exige souvent des francophones hors Québec de connaître très bien l'anglais, pour leur travail et leurs loisirs, ils ont valorisé leur bilinguisme. Parler et écrire l'anglais aussi bien que les anglophones. Surtout ne pas avoir d'accent. Aujourd'hui, lorsque certains francophones bilingues entendent des compatriotes s'exprimer avec difficulté en anglais, ils deviennent mal à l'aise. Pour eux, il est important de posséder la langue et la culture anglaises aussi bien que les anglophones. Le bilinguisme cesse alors d'être fonctionnel et devient culturel. Dans un tel univers, sans s'en rendre compte, on cesse

de bien parler le français, on accepte des structures anglaises. Pour la vie de tous les jours, il importe de maîtriser l'anglais.

À cet égard, ma contribution la plus importante, la seule peut-être, est de démontrer un processus en vertu duquel l'anglais qui était la langue seconde devient la langue première et le français qui était la langue première devient la langue seconde. C'est ce que j'appelle le « bilinguisme soustractif ».

Lorsqu'un chercheur regarde les statistiques publiées dans *Le choc des nombres*, n'est-il pas porté à conclure que la seule dualité linguistique possible est celle d'un Québec français et d'un Canada anglais, surtout au

lendemain de l'échec de l'Accord du lac Meech?

Plusieurs chercheurs sont effectivement portés à croire qu'il est trop tard. Pour ma part, j'aime mieux dire qu'il se fait très tard. Je pense que la crise identifiée par Laurendeau-Dunton, dans les années soixante, perdure. Quand je parle du déclin d'une culture, en réalité, ce n'est que la continuité de cette crise... que le Québec veut faire éclater avec son projet de société distincte, de pays distinct. Pour les Québécois, la dualité ne peut que se réaliser dans un Québec français et un Canada anglais. Quand je regarde nos luttes scolaires depuis un siècle, je me dis qu'ils ont peut-être raison... à moins qu'on sente très prochainement une volonté politique.

au niveau des provinces, de faire du Canada non seulement un État fédéral mais un pays où les communautés francophones et anglophones peuvent cohabiter.

Au Québec comme au Canada, on a connu les luttes pour la langue gardienne de la foi. De religieux qu'ils étaient, les combats linguistiques sont-ils désormais devenus culturels?

Dans nombre d'écrits sur le sujet, dans nombre de documents officiels, on dit se battre pour des écoles de langue et de culture françaises. Mais je pense de plus en plus que nos écoles enseignent seulement le français. Le lien entre langue et culture souvent n'existe pas, même si les programmes du ministère de l'Éducation le préconisent. Dans la salle de classe, on fait la promotion de la langue, on mène un combat linguistique. Or, il faut rattacher la langue à la culture française, à l'histoire associée à l'évolution de notre langue. On imagine encore transmettre la culture en transmettant la langue. Mais est-ce vraiment possible quand le français langue première devient langue seconde?

Autre question qu'on peut se poser : les transferts linguistiques qui se font surtout entre 15 et 34 ans ne menacent-ils pas toute vision d'avenir?

Précisons d'abord que, dans les milieux très minoritaires, le taux de transferts linguistiques est plus élevé chez les 40 ans et plus que chez les jeunes. Dans les milieux moins minoritaires, il est vrai que les taux sont plus élevés chez les jeunes. La situation est même à sa limite dans certaines provinces, la population francophone diminuant d'une génération à l'autre de

sorte que la pyramide d'âge est en train de s'inverser. Au Québec et au Canada anglais, la pyramide d'âge est devenue rectangulaire (population adulte égale population jeune). Chez les francophones hors Québec — avec l'assimilation, avec les transferts linguistiques, avec une plus faible fécondité — on constate que la base s'effrite. Les communautés auront beaucoup de difficulté à se renouveler... à moins qu'on réussisse à stopper ce phénomène au cours des deux prochaines décennies. Il ne faut pas tenir compte des seules statistiques; la ténacité des francophones hors Québec pèse aussi dans la balance.

Le déclin d'une culture renferme une bibliographie sommaire (1979-1989) de quelque 575 ouvrages ou articles sur les francophones hors Québec. Dans quel sens la recherche sur les minorités a-t-elle évolué au cours des dix dernières années?

Dans les années soixante-dix, les chercheurs se sont beaucoup intéressés à la question des disparités socio-économiques entre francophones et anglophones. On privilégie maintenant deux autres approches. Il y a d'abord l'aspect juridique, celui des lois et des litiges. On passe maintenant par les tribunaux pour faire reconnaître des droits établis dans la loi. Mais les victoires juridiques ne se concrétisent pas toujours dans la vie quotidienne. La seconde approche est celle d'un retour à la question culturelle prise globalement. On regarde le développement global, à partir des théories de Raymond Breton par exemple. Encore là, c'est une approche difficile à concrétiser. On se butte à de nombreux obstacles : réseau incomplet d'écoles, de collèges, d'universités.

Quelques faits saillants

— En 1986, l'Ontario comptait 531 575 personnes d'origine ethnique française et 859 515 personnes d'origines ethniques française et autres, soit un total de 1 391 090 personnes de souche entièrement ou partiellement française.

— En 1986, 424 720 Ontariens précisent que le français est leur seule langue maternelle; 104 550 donnent le français et l'anglais comme langues maternelles; 11 015 ont le français, l'anglais et une autre langue comme langues maternelles; enfin, 3 540 ont le français et une autre langue que l'anglais comme langues maternelles. Les Ontariens ayant au moins le français comme langue maternelle totalisent donc 543 825.

— Le poids de la francophonie ontarienne dans la francophonie hors Québec augmente entre 1951 et 1971, mais demeure relativement stable depuis.

La francophonie ontarienne comporte plus de 30% de personnes nées au Québec.

— En Ontario, 6 personnes sur 10 de langue maternelle française utilisent habituellement le français à la maison (9 sur 10 au Nouveau-Brunswick); au Québec, 9 personnes sur 10 de langue maternelle anglaise utilisent habituellement l'anglais à la maison.

— De 1971 à 1981, les Ontariens ayant le français comme langue parlée à la maison sont passés de 352 460 à 332 940; en 1986, ils étaient 340 545.

— Les Ontariens de langue maternelle française âgés de 5 ans ou moins représentent 5% de ce groupe d'âge, alors que les Ontariens de langue maternelle anglaise constituent 8% de ce même groupe d'âge. La base francophone s'effrite.

— Les Ontariens de langue maternelle française âgés de 45 à 65 ans représentent 11% de ce groupe d'âge, alors que les Ontariens de langue maternelle anglaise constituent 9% de ce même groupe d'âge. Le vieillissement francophone s'accroît.